

Lutte contre les violences faites aux femmes

toutes et tous mobilisé·es le 25 novembre



Il y a 3 ans presque jour pour jour, déferlait sur le monde une tempête nommée MeToo, ou Balance-TonPorc pour la version française. Elle ne s'est pas arrêtée à la porte des entreprises et de nos collectivités. Mais il reste encore beaucoup à faire pour l'égalité femme/homme, comme en matière de lutte contre le sexe et les violences faites aux femmes, dans nos boîtes et plus largement dans la société.

Sexisme et culture du viol, ancrés dans la société...

En 2019, 17% des français pensent qu'une femme qui dit non veut en fait dire oui. C'est sans doute pour ça que 22% des hommes, tous âges confondus, disent ne pas avoir respecté le consentement de leur partenaire au moins une fois. 1 homme sur 5...

La question spécifique des violences sexuelles n'avance pas ou trop peu. Parce que ça reste l'un des plus petits budgets de l'État : aujourd'hui, on n'a toujours pas les moyens de former les policier·es, les médecins, les juges, les avocat·es à entendre la parole des victimes. Ces chiffres-là ne changent pas pour l'instant : 1 à 2% des viols seulement débouchent sur une condamnation. Mais les plaintes pour violences sexuelles ont bondi : 30% la première année suivant #BalanceTonPorc. Bien que l'institution ne soit pas à la hauteur, ça n'empêche pas les victimes de parler.

... dans le monde du travail ...

Les remarques indécentes répétées, blagues sexistes, attitudes et gestes non sollicités sont encore le quotidien de nombreuses travailleuses. Dans les cas d'agressions sexuelles et de harcèlement, les victimes se confrontent encore trop souvent à des hiérarchies qui tentent de leur mettre des bâtons dans les roues. Pire, elles doivent souvent se battre pour que les rôles ne soient pas inversés, leurs agresseurs étant considérés comme des victimes et elles, comme des coupables...

Dans quel but ? Se protéger entre "amis" ? Protéger les harceleurs parce que ce sont des hommes ? Protéger l'image de l'entreprise ou de la collectivité ? En tout état de cause, ces pratiques sont tout simplement intolérables. Combien de victimes ont été mutées, combien d'agresseurs protégés voire promus, sous couvert de présomption d'innocence...

... et dans la Fonction publique territoriale !

La fonction publique n'est pas en reste en matière de violences sexistes et sexuelles. Elles sont au mieux peu évoquées, mal relayées ou le plus souvent invisibilisées. La fonction publique semble prendre conscience du problème, trop timidement, trop tardivement.

Ainsi le Décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique oblige les collectivités à mettre en place, à compter du 1er mai 2020, des dispositifs de recueil, de signalement et d'orientation des victimes de violences sexuelles et sexistes.

Pour le moment, le compte n'y est pas ! Cette timide avancée ne résoudra pas l'omerta qui entoure ces violences.

Le 25 novembre, Solidaires et Sud CT appellent à manifester partout en France lors de la journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, à organiser partout où c'est possible la convergence de toutes celles (et ceux) qui luttent syndicalement, féministiquement, qui collent, qui dansent et se révoltent chaque jour contre les violences sexistes et sexuelles.



Fédération SUD Collectivités Territoriales

31 rue de la Grange aux Belles - 75010 PARIS

tel : 01 58 39 32 09 - mèl : fedesudct@gmail.com - www.sud-ct.fr - Facebook : @fedesudct

